

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	CFS: 86/2 Mars 1986
	联合国粮食及农业组织	
	FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS	
	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	
	ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACION	

Point II de l'ordre  
du jour provisoire

COMITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

Onzième session

Rome, 9 - 16 avril 1986

SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

ET NOUVELLES ORIENTATIONS

Table des matières

	<u>Pages</u>
I. RESUME ET CONCLUSIONS	2
II. LA SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE EN 1985/86	5
III. SITUATION ALIMENTAIRE DES PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER	9
Niveaux de consommation alimentaire en 1985/86	9
Production céréalière	11
Production d'autres denrées de base	11
Importations	14
Capacité d'importation commerciale	14
Aide alimentaire	16
IV. EVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA	17
V. POLITIQUES ET MESURES VISANT A RENFORCER LA SECURITE ALIMENTAIRE	18
Au niveau national	18
Politiques de production	18
Politiques et pratiques nationales de stocks céréaliers	23
Mesures et politiques aux niveaux régional et sous-régional	25
Mesures au niveau mondial	26
Faits nouveaux concernant l'assistance internationale	26
Aide alimentaire multilatérale	27
Mécanisme du FMI de financement des achats céréaliers	27
Accord international sur le blé	27
Relations entre le commerce international et la sécurité alimentaire mondiale	28

## I. RESUME ET CONCLUSIONS

1. Grâce à des avancées exceptionnelles de la production dans beaucoup de régions, les approvisionnements céréaliers ont été, à l'échelle mondiale, abondants en 1985/86. La production de maïs et de sorgho a enregistré des progrès particulièrement importants, celle des plantes racines et des légumineuses ayant également augmenté mais dans une moindre mesure. La production des principales céréales vivrières - riz et blé - n'a pas augmenté, mais les récoltes sont restées proches des niveaux records.
2. Concernant les denrées de base, la production a augmenté en 1985 aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, on a enregistré une amélioration générale des récoltes. L'Afrique a connu une reprise spectaculaire avec une nette amélioration des récoltes de maïs, de mil, de sorgho, de riz et de manioc. L'Amérique latine a réalisé un meilleur score que précédemment, de même qu'un certain nombre de pays d'Asie, l'Inde en particulier. Quelques pays, toutefois, n'ont pas pris part à cette amélioration générale. En Chine, les superficies plantées et la production ont sensiblement reculé après cinq années d'accroissement. Dans six pays africains, une aide alimentaire exceptionnelle restera nécessaire. Parmi les pays développés, de fortes augmentations de la production ont été enregistrées en URSS et en Amérique du Nord (notamment pour les céréales secondaires); par contre, l'Europe et l'Océanie ont légèrement reculé.
3. Un certain nombre de pays de l'Afrique subsaharienne ont réalisé des excédents exceptionnels. Dans plusieurs pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest et au Soudan en Afrique orientale, les prix ont fortement baissé sur les marchés locaux et sont revenus au point où ils étaient avant la sécheresse. Si cette chute des prix devait se poursuivre; il est à craindre que les agriculteurs ne se découragent de planter des céréales à récolter en 1986. Pour nombre de ces pays, une aide extérieure est nécessaire pour faciliter les achats et la distribution, notamment les transactions triangulaires et les accords de swap.
4. La production a été exceptionnellement bonne, mais on ne pense pas que la consommation augmentera au même rythme. La demande solvable est limitée par le fait que beaucoup de pauvres n'ont pas le pouvoir d'achat nécessaire pour satisfaire en totalité leurs besoins de consommation. La consommation par habitant de denrées de base dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire pris en tant que groupe ne devrait augmenter que marginalement en 1985/86, tandis que la situation alimentaire des pays africains au sud du Sahara, parmi lesquels se trouvent la plupart des pays touchés par la sécheresse en 1984, s'est nettement améliorée. Selon les prévisions, néanmoins, la consommation par habitant devrait diminuer dans près de la moitié des pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Le problème de la sous-alimentation sévit encore largement et les approvisionnements en denrées alimentaires de base restent insuffisants dans beaucoup de pays à faible revenu et à déficit alimentaire; cela montre qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour accroître la demande solvable parmi les couches les plus pauvres de la population afin de leur faciliter l'accès aux approvisionnements disponibles.
5. Le commerce mondial des céréales devrait se ralentir sensiblement en 1985/86. La détérioration de la situation macro-économique de beaucoup de pays en développement, dont témoigne la baisse des prix des produits d'exportation, l'aggravation des problèmes de balance des paiements et le poids croissant du service de la dette font que beaucoup de

pays à faible revenu ne seront pas en mesure d'importer aux conditions commerciales toutes les denrées dont ils ont besoin pour maintenir la consommation par habitant. Parallèlement, la demande d'importation de céréales diminuera. Les importations de l'URSS devraient reculer de quelque 20 millions de tonnes. Des diminutions moins importantes sont prévues ailleurs car, d'une part, beaucoup de pays ont réalisé une forte production et, d'autre part, les effets de la récession se répercutent sur la demande de viande et, indirectement, sur la demande de produits fourragers dans les pays développés et dans les pays en développement à revenu moyen. Les importations des pays à faible revenu et à déficit alimentaire devraient être moins élevées en 1985/86, en partie parce que leur production intérieure s'est améliorée mais aussi parce que leur commerce extérieur s'est brutalement détérioré en 1985, ce qui leur permettra plus difficilement de financer des importations commerciales.

6. L'aide alimentaire continue de contribuer de façon importante à renforcer la sécurité alimentaire dans beaucoup de pays à faible revenu et à déficit vivrier d'autant que, dans l'ensemble, l'aide publique au développement n'augmente pas et que le rythme des déboursments de cette assistance financière est souvent très lent. On a enregistré un notable accroissement des flux d'aide alimentaire, qui ont dépassé 12 millions de tonnes en 1984/85 - volume exceptionnellement important justifié par la crise qu'a connue l'Afrique. En 1985/86, on prévoit que l'aide alimentaire dépassera de nouveau l'objectif de 10 millions de tonnes fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation, dont une partie fournie en espèces pour faciliter des transactions triangulaires, c'est-à-dire pour acheter dans certains pays en développement les denrées nécessaires pour couvrir les déficits dans d'autres pays en développement. Sans doute, les flux d'aide alimentaire resteront encore en 1985/1986 supérieurs à 10 millions de tonnes, mais il serait possible d'en utiliser beaucoup plus dans le cadre de programmes générateurs de revenu pour faciliter l'accès des pauvres aux approvisionnements disponibles.

7. On prévoit que les stocks céréaliers mondiaux augmenteront substantiellement à la clôture de l'année commerciale 1985/86 et dépasseront 360 millions de tonnes, ce qui équivaut à environ 22 pour cent de la consommation mondiale. Globalement, les stocks détenus dans le monde seraient plus que suffisants pour sauvegarder la sécurité alimentaire. La majeure partie de l'accroissement des stocks mondiaux consistera en stocks de céréales secondaires détenus aux Etats-Unis. Au total, les Etats-Unis pourraient détenir à eux seuls 42 pour cent des stocks mondiaux à la fin de la campagne en cours, contre 20 à 30 pour cent habituellement. Quelques pays en développement devraient également accroître leurs stocks de céréales en 1985/86. Si cette tendance se poursuit, il en résulterait une plus large répartition géographique des stocks, ce qui assurerait une sécurité alimentaire accrue sans autre augmentation du niveau cumulé des stocks mondiaux. Toutefois, pour arriver à ce résultat, il faudra continuer de soutenir la création d'une infrastructure d'entreposage dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Il est d'autant plus important d'améliorer la capacité de stockage dans les pays en développement que la récession et la détérioration persistante des termes de l'échange concernant nombre de leurs exportations de produits primaires empêchent ces derniers de recourir pleinement aux échanges pour renforcer leur sécurité alimentaire.

8. Beaucoup de pays en développement ont, intérieurement, relevé les prix de soutien assurés aux producteurs de céréales, mais le manque de crédits n'a pas toujours facilité l'application de cette décision. D'autre part, le fléchissement des cours mondiaux des produits agricoles a rendu de plus en plus difficile le maintien des programmes de soutien des prix et d'investissements en faveur de la production intérieure des produits agricoles de base.

9. Compte tenu de ces considérations, le Comité souhaitera peut-être recommander à tous les pays développés et en développement d'étudier la possibilité de prendre des mesures pour:

- renforcer la productivité du secteur vivrier dans les pays à faible revenu et à déficit alimentaire, en mettant à profit le ballon d'oxygène apporté par les bonnes récoltes de cette année pour affecter des ressources à des programmes à moyen terme de relance et de remise en état;
- améliorer le climat économique et commercial international de façon qu'il soit possible de recourir davantage aux échanges commerciaux pour renforcer la sécurité alimentaire;
- soutenir la mise en place d'un système provisoire de réserves alimentaires grâce auquel les pays qui sont en mesure de le faire pourraient dégager soit des réserves alimentaires proprement dites, soit des fonds, soit une combinaison de ces deux types de ressources, pour faire face à des besoins d'importations d'urgence des pays à faible revenu et à déficit alimentaire;
- créer une infrastructure d'entrepôt et de transport et constituer des réserves de sécurité alimentaire dans les pays en développement, en mettant à profit l'actuelle situation excédentaire;
- soutenir les transactions triangulaires et les accords de swap de façon à utiliser au maximum les excédents existant dans des pays en développement;
- accroître la demande solvable parmi les pauvres et faciliter l'accès de ces derniers aux approvisionnements disponibles.

## II. LA SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE EN 1985/86

10. La situation alimentaire mondiale s'est améliorée en 1985/86. Les récoltes de céréales, de racines et de légumineuses ont été toutes, sans exception, meilleures et les gains de production se sont répartis de façon plus homogène que ce n'avait été le cas depuis plusieurs années. De ce fait, le volume des approvisionnements disponibles pour la consommation courante a augmenté et l'on pense que les stocks aussi devraient continuer de croître pour atteindre, à la fin de la campagne, un niveau record équivalant à 22 pour cent de la consommation annuelle. Particulièrement notable a été la reprise générale de la production vivrière en Afrique où la plupart des pays, mais non pas tous, ont réalisé des récoltes nettement meilleures.

11. La production mondiale de denrées de base 1/ a progressé de plus de 2 pour cent, pour atteindre en 1985 un niveau estimatif de 1 855 millions de tonnes (tableau 1). Des progrès importants ont été faits dans les secteurs du maïs et du sorgho, la production de racines et de légumineuses augmentant également mais dans une moindre mesure. La production des principales céréales vivrières - riz et blé - n'a pas augmenté mais les récoltes sont restées proches des niveaux records. La production des denrées de base s'est améliorée tant dans les pays en développement que dans les pays développés. Une reprise sensible a eu lieu en Afrique, où les récoltes de maïs, de mil, de sorgho, de riz et de manioc ont toutes été bien meilleures; l'Amérique latine a renforcé sa production, de même qu'un certain nombre de pays d'Asie, l'Inde en particulier. En revanche, la production de denrées vivrières de base a diminué en Chine pour la première fois depuis de nombreuses années, et est restée inférieure à la moyenne dans quelques pays africains (voir plus loin). Parmi les pays développés, de fortes augmentations ont été enregistrées en URSS et en Amérique du Nord, tandis que l'Europe et l'Océanie ont légèrement reculé.

12. On prévoit que, à la suite de cette forte augmentation de la production, le niveau de la consommation humaine directe de produits alimentaires de base (c'est-à-dire en excluant les utilisations fourragères et autres) atteindra près de 890 millions de tonnes en 1985/86, soit 3 pour cent de plus que l'année précédente et plus aussi que la croissance démographique. La consommation alimentaire devrait rester stationnaire dans les pays développés, les augmentations étant concentrées dans les pays en développement, surtout en Afrique et en Amérique latine. La consommation par habitant pourrait légèrement baisser en Asie malgré certains prélèvements sur les stocks. Contrairement à la consommation alimentaire directe, l'emploi des céréales, du manioc et des légumineuses pour l'alimentation animale devrait rester inchangé en 1985/86 parce que la demande de produits de l'élevage est généralement peu active et que les réserves de fourrage ont augmenté dans certains pays. Les céréales secondaires vont probablement se substituer à quelque 10 millions de tonnes de blé dans l'alimentation animale; notamment en Amérique du Nord, en Europe de l'Est et en URSS.

13. Le commerce mondial des denrées alimentaires de base (principalement les céréales) devrait, selon les projections, se ralentir sensiblement en 1985/86. C'est la deuxième fois en quelques années que les importations de denrées alimentaires de base diminuent (un recul appréciable avait été enregistré en 1982/83). D'après les projections de la FAO 2/, la croissance du commerce des céréales restera également très réduite pendant le reste de la décennie.

---

1/ Qui se compose de céréales, riz usiné, légumineuses, racines et tubercules en équivalents céréales.

2/ Pour de plus amples détails, voir document CFS 86/3 "Perspectives à moyen terme de l'alimentation et sécurité alimentaire mondiale".

TABLEAU 1 - PRODUCTION, IMPORTATIONS ET CONSOMMATION D'ALIMENTS DE BASE DANS LE MONDE - 1983/84 A 1985/86

	PRODUCTION			IMPORTATIONS			CONSOMMATION					
							TOTALE		ALIMENTAIRE			
	1983	1984	1985 chiffres provi- soires	1983/84	1984/85 chiffres provi- soires	1985/86 prévi- sions	1983/84	1984/85 chiffres provi- soires	1985/86 prévi- sions	1985/86 prévi- sions		
Aliments de base 1/	1 652	1 814	1 855	219	232	200	1 706	1 771	1 795	843	866	889
Blé	495	523	510	101	104	87	484	506	503	323	335	338
Céréales secondaires	698	810	862	90	102	86	765	788	807	167	168	176
Riz (usiné)	301	315	312	13	11	12	299	307	315	264	272	279
(paddy)	(451)	(471)	(467)									
Racines et tubercules	112	118	121	12	12	12	112	118	121	55	58	60
Légumineuses	46	47	50	3	3	3	46	47	50	33	33	36
Total céréales 2/	1 494	1 648	1 684	204	217	185	1 547	1 605	1 625	755	775	793
Pays en développement	747	775	787	110	108	98	806	831	849	592	610	626
dont:												
Pays à faible revenu												
et à déficit												
vivrier 3/	568	589	591	49	46	43	598	617	633	477	494	508
(Chine et Inde)	(425)	(445)	(434)	(17)	(13)	(11)	(426)	(441)	(449)	(333)	(346)	(353)
(Autres pays)	(143)	(144)	(157)	(32)	(34)	(32)	(172)	(176)	(184)	(144)	(148)	(155)
Autres pays en												
développement	179	186	195	61	61	55	209	214	216	115	116	118
Pays développés	747	873	897	94	109	87	741	774	776	163	165	167

1/ Céréales, paddy (équivalent riz usiné), légumineuses, racines et tubercules (équivalent de céréales).

2/ Y compris paddy en équivalent riz usiné.

3/ Comprend tous les pays à déficit vivrier qui ont un revenu par habitant inférieur au chiffre retenu par la Banque mondiale pour déterminer quels pays ont droit à l'aide de l'IDA (790 dollars en 1984) et qui doivent bénéficier en priorité de l'aide alimentaire, conformément aux directives et critères adoptés par le CPA.

14. La principale cause du ralentissement des échanges en 1985/86 sera la très forte diminution - plus de 20 millions de tonnes - des achats probables de l'URSS. On prévoit aussi un recul des importations d'un certain nombre de pays en développement, principalement en Afrique et en Amérique latine, ainsi que de la Chine pour ce qui est du blé. Ce ralentissement est dû en partie aux meilleures conditions climatiques et aux rendements plus élevés des récoltes intérieures en 1985, et en partie à l'importance accrue accordée au relèvement de la production intérieure. La détérioration de la situation macro-économique de beaucoup de pays en développement explique aussi, pour une bonne part, ce ralentissement des importations. Le fléchissement des prix des produits d'exportation, l'aggravation des problèmes de balance des paiements et le poids croissant du service de la dette ont diminué la capacité de ces pays d'importer des céréales 1/.

15. Si la demande d'importation fléchit, les disponibilités des exportateurs sont en revanche très importantes et, dans le cas des céréales secondaires, atteignent des niveaux records. Les prix mondiaux des denrées alimentaires de base resteront donc soumis à une pression à la baisse. En valeur réelle, ils se trouvent déjà à leur niveau le plus bas de ces vingt dernières années. Entre novembre 1984 et novembre 1985, les prix à l'exportation du riz, du blé et du maïs ont sans exception baissé, en dollars courants, de plus de 20 pour cent. Les prix courants des denrées non céréalières ont eu également tendance à baisser mais de façon extrêmement variable selon les produits 2/. Il a été aussi fait de plus en plus recours aux crédits, subventions et autres aides aux exportations, mesures qui ont contribué à faire baisser encore plus les cours sur les marchés internationaux. Dans cette conjoncture, les pays en développement qui ne sont pas des exportateurs réguliers mais ont de petits excédents dans les bonnes années, comme cette année, ont eu beaucoup de difficulté à les écouler à l'extérieur. Les solutions à leur disposition ne sont pas nombreuses: les marchés commerciaux sont extrêmement difficiles à pénétrer; les pays voisins ne sont pas toujours en mesure d'acheter; leur capacité d'entreposage est souvent insuffisante pour stocker davantage de grain dans le pays, et le volume des opérations d'aide alimentaire triangulaires reste à ce jour très restreint.

16. Suite à ces récoltes exceptionnelles, les stocks de report mondiaux de céréales vont augmenter substantiellement et dépasseront sans doute 360 millions de tonnes à la fin de la campagne, contre 309 millions de tonnes à la fin de 1984/85 (tableau 2). Le gros de cet accroissement concernera probablement les céréales secondaires vu que la récolte de 1985 a été exceptionnelle, mais on prévoit aussi une augmentation pour le blé car les exportateurs ont accumulé des stocks.

17. La majeure partie de l'accroissement des stocks mondiaux de céréales concernera un unique pays exportateur - les Etats-Unis. Malgré certaines augmentations prévues dans quelques pays en développement et dans la CEE, les stocks de report seront probablement en légère diminution dans le reste du monde. A la fin de 1985/86, les principaux exportateurs devraient donc détenir 60 pour cent des stocks mondiaux, alors qu'ils en détiennent normalement autour de 50 pour cent; les Etats-Unis détiendront à

---

1/ Voir également le compte rendu des débats du CP sur les rapports existant entre le commerce international et la sécurité alimentaire mondiale (Section V).

2/ Par exemple, les prix des huiles alimentaires et des matières grasses (particulièrement l'huile de soja) et de certaines variétés de haricots (haricots mungo) ont baissé alors que les prix d'autres haricots (par exemple le haricot blanc) et des lentilles ont monté.

TABLEAU 2 - STOCKS DE REPORT MONDIAUX DE CEREALES 1/

	CAMPAGNES AGRICOLES SE TERMINANT EN				
	Moyenne 1973-75	Moyenne 1980-82	1984	1985 chiffres provisaires	1986 prévisions
	(..... millions de tonnes .....)				
Blé	76,2	103,4	128,7	141,4	148,0
Riz (usiné)	27,8	44,2	44,4	53,4	51,0
Céréales secondaires	76,0	114,4	88,9	114,5	163,0
Total céréales	180,0	262,1	262,1	309,3	362,0
Principaux pays exportateurs	81,0	133,9	125,9	157,2	217,0
dont:					
Australie	1,9	4,4	8,3	8,9	7,0
Canada	15,2	15,2	13,3	11,5	12,0
CEE	16,0	15,1	12,4	23,7	25,0
Thaïlande	1,9	1,8	0,8	0,8	-
Etats-Unis	35,7	80,7	71,2	90,9	153,0
Autres pays	99,0	128,2	136,2	152,1	145,0
dont:					
Bangladesh	0,2	0,9	0,8	1,1	1,0
Brésil	1,0	2,7	1,1	2,3	3,0
Chine	31,1	49,3	57,0	63,0	54,0
Inde	1,7	8,5	12,8	16,8	17,0
Indonésie	0,4	1,7	1,9	3,1	4,0
Pakistan	1,1	1,7	2,2	1,5	2,0
Pays développés	116,6	158,4	143,5	178,6	237,0
Pays en développement	63,4	103,7	118,6	130,7	125,0
dont:					
pays à faible revenu et					
à déficit vivrier 2/	47,8	78,3	94,0	104,0	97,0
(moins Chine et Inde)	15,0	20,5	24,2	24,2	27,0
	(..... pourcentage .....)				
Stocks détenus par les principaux exportateurs	45	51	48	51	60
Stocks mondiaux en pourcentage de la consommation apparente	14	18	17	19	22
Stocks des exportateurs en pourcentage de leurs besoins de consommation et d'exportation					
Blé	24	23	25	27	32
Céréales secondaires	13	15	12	17	28
Riz	10	11	15	17	15

1/ Totaux calculés à partir de données non arrondies.

2/ Comprend tous les pays à déficit vivrier qui ont un revenu par habitant inférieur au chiffre retenu par la Banque mondiale pour déterminer quels pays ont droit à l'assistance de l'IDA (790 dollars en 1984) et qui, conformément aux directives et critères adoptés par le CPA, doivent bénéficier en priorité de l'aide alimentaire.

Note: Les quantités indiquées sont la somme des stocks de report de tous les pays à la fin des campagnes respectives et ne représentent donc pas des stocks mondiaux existant effectivement à une date donnée.

eux seuls 42 pour cent des stocks mondiaux, contre le chiffre plus habituel de 20-30 pour cent. Les stocks pourraient toutefois augmenter dans plusieurs pays en développement, à savoir au Soudan, en Tunisie et au Zimbabwe pour l'Afrique; au Brésil pour l'Amérique latine; et en République de Corée, Inde, Indonésie et Pakistan pour l'Asie. La Chine, par contre, devra probablement puiser dans ses réserves car sa production a baissé cette année.

18. Dans l'ensemble, le niveau des stocks de report mondiaux devrait se situer autour de 22 pour cent de la consommation mondiale, le niveau le plus élevé jamais atteint depuis le début des années 70 et considéré comme plus que suffisant pour absorber les risques et assurer la sécurité alimentaire mondiale. Un grand nombre de pays à faible revenu réaliseront certes des excédents en 1985/86, mais ils n'auront souvent pas la possibilité de constituer des stocks car ils ne possèdent pas la capacité d'entreposage, ni les moyens financiers nécessaires pour acheter et stocker les céréales excédentaires. Par exemple, même après la reprise annoncée pour cette année, les stocks des pays en développement d'Afrique ne représenteront en moyenne que 6 pour cent des besoins annuels de consommation, contre 15 pour cent pour l'ensemble des pays en développement.

### III. SITUATION ALIMENTAIRE DES PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER

#### Niveaux de consommation alimentaire en 1985/86

19. D'après les estimations actuelles de la production et du commerce, la consommation de denrées alimentaires de base par habitant des pays à faible revenu et à déficit alimentaire pris en tant que groupe devrait augmenter marginalement en 1985/86 (tableau 3). Mais l'arrêt de la croissance prévisible en Chine pèse lourdement dans la balance car, dans un certain nombre d'autres pays, la consommation par habitant devrait en effet augmenter, souvent même de façon importante. On devrait notamment enregistrer une progression notable et très attendue de 6 pour cent en Afrique et de 3 pour cent au Proche-Orient, ainsi que divers accroissements dans plusieurs pays à faible revenu d'autres régions du globe, par exemple en Bolivie, en El Salvador, en Inde et à Sri Lanka. En revanche, même si l'année a été dans l'ensemble favorable, on prévoit que la consommation par habitant aura diminué dans 31 des 65 pays à faible revenu et à déficit alimentaire.

20. D'autre part, les tendances à long terme restent peu encourageantes pour un grand nombre de pays à faible revenu et à déficit alimentaire: au cours des dix années écoulées depuis 1974-76, la consommation de denrées alimentaires de base par habitant a baissé dans 37 des 65 pays de ce groupe. Beaucoup des pays où elle recule sans arrêt se trouvent en Afrique, où ces denrées représentent environ 70 pour cent de l'apport énergétique alimentaire et de la consommation de protéines. Les tendances à long terme sont plus favorables en Extrême-Orient; dans les autres régions, la situation s'est globalement peu modifiée; dans quelques pays, comme l'Afghanistan, Haïti et la République arabe du Yémen, elle s'est gravement détériorée. L'insuffisance des approvisionnements en denrées alimentaires de base reste donc un problème très répandu dans beaucoup de pays à faible revenu. Même dans les pays où la consommation par habitant augmente, beaucoup de personnes sont encore sous-alimentées et il s'impose de prendre des mesures pour améliorer la demande solvable et faciliter l'accès aux approvisionnements disponibles.

TABLEAU 3 - CONSOMMATION PAR HABITANT D'ALIMENTS DE BASE DANS LES PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER

	TOTAL ALIMENTS DE BASE			TAUX D'ACCROISSEMENT	
	Moyenne 1974-76	1984/85	1985/86	1974-76 à 1984/85	1984/85 à 1985/86
	(. . . . . kg/an . . . . .)			(. pourcentage .)	
TOTAL	213,4	249,3	250,9	1,7	0,7
Céréales	186,4	219,1	220,5	1,8	0,7
Racines et tubercules	22,3	21,1	21,1	0,7	0,0
Légumineuses	10,2	9,1	9,3	-1,3	2,2
<u>EXTREME-ORIENT</u>	211,7	258,5	258,4	2,2	-0,1
Chine	246,0	326,5	325,8	3,2	-0,2
Inde	181,3	203,1	205,7	1,3	1,3
Autres pays	180,6	200,1	198,1	1,1	-1,0
<u>PROCHE-ORIENT</u>	256,7	283,0	291,0	1,1	2,8
<u>AFRIQUE</u>	217,5	190,4	202,4	-1,5	6,3
<u>AMERIQUE LATINE</u>	171,7	173,4	172,0	0,1	-0,8
<u>OCEANIE</u>	117,6	116,2	112,1	-0,1	-3,5

### Production céréalière

21. La production de céréales, qui sont la base de l'alimentation dans environ 50 des 65 pays à faible revenu et à déficit alimentaire, est estimée à 591 millions de tonnes pour 1985, soit 2 millions de tonnes seulement de plus que l'année précédente (tableau 4). Toutefois, si l'on exclut la Chine, la production a augmenté de 14 millions de tonnes, soit de 5 pour cent, ce qui correspond à un accroissement de 3 pour cent de la production par habitant.

22. En Afrique et au Proche-Orient, la production s'est nettement rétablie grâce aux précipitations beaucoup plus abondantes qui sont tombées dans la plupart des pays après plusieurs années de sécheresse généralisée ou de conditions proches de la sécheresse. Dans un certain nombre de pays, les gouvernements ont également relevé le niveau réel des prix de soutien payés aux producteurs de céréales et, dans plusieurs d'entre eux, cette mesure s'est traduite par un accroissement de la production. Au total, la moitié des pays de ces deux régions ont enregistré, au cours de la campagne 1984/85, des accroissements de production de 10 pour cent et plus, les gains les plus importants dans l'absolu étant intervenus au Kenya, au Maroc, au Nigéria et au Soudan. La situation en Amérique latine a été irrégulière, avec de forts accroissements en Bolivie et en El Salvador, alors que les récoltes de maïs et de sorgho en Haïti auraient considérablement baissé sous l'effet du temps sec qui a prévalu au début de la saison végétative.

23. En Extrême-Orient, la mousson a été de nouveau généralement favorable et la production de riz et de céréales secondaires a été relativement bonne dans la plupart des pays de ce continent; de même, la production de blé de deux des principaux producteurs de la région - l'Inde et le Pakistan - a été plus élevée qu'en 1984. Par contre, pour la première fois depuis cinq ans, la production a baissé en Chine à la suite d'une nouvelle réduction de la superficie plantée en céréales.

### Production d'autres denrées de base

24. La production des autres grandes denrées de base semble s'être aussi améliorée en 1985 (tableau 4). La production de manioc des pays à faible revenu et à déficit alimentaire a augmenté de 5 pour cent, gain qui a intéressé surtout l'Afrique qui a essentiellement bénéficié de meilleures conditions météorologiques. Des mesures gouvernementales ont, par ailleurs, entraîné un relèvement des prix à la production au Mozambique, au Nigéria, en Tanzanie et en Zambie. Dans les autres régions, la production de manioc n'a pas sensiblement changé. Parallèlement, on relève une certaine augmentation de la production de pomme de terre due à de meilleures récoltes en Bolivie et au Rwanda, et de patate douce en Indonésie, au Rwanda et en Ouganda. L'Ouganda a également été relativement bien approvisionné en plantain, sa principale denrée de base. Par contre, aux Tonga, des cyclones ont sérieusement endommagé la production tant de racines que de bananes.

25. La production de légumineuses des pays à faible revenu et à déficit alimentaire a, selon les estimations, augmenté de 4 pour cent en 1985 suite à une forte reprise en Afrique et à des gains de production un peu partout. La production de haricots a sensiblement augmenté au Burundi, au Rwanda et en Ouganda, et la récolte de fèves a été excellente en Egypte. La production des huiles et matières grasses alimentaires est estimée à 16,8 millions de tonnes, soit 6 pour cent de plus que l'année précédente, augmentation que l'on peut principalement attribuer à une nouvelle expansion en Chine et au rétablissement de la production aux Philippines après la sécheresse. En Asie, les bas prix du coprah ont tendance à favoriser la consommation alimentaire de la noix de coco.

TABLEAU 4 - PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER: PRODUCTION D'ALIMENTS DE BASE ET CONSOMMATION

	PRODUCTION 1/										CONSOMMATION 1979-81							
	Céréales					Racines et tubercules					Légumineuses							
	1974-76 moyenne	1984	Taux de croissance 1974-76 à 1984		1974-76 moyenne	1984	Taux de croissance 1974-76 à 1984		1974-76 moyenne	1984	Taux de croissance 1974-76 à 1984		Céréales	Racines et tuber- cules	Légumi- neuses			
	(... millions de tonnes ...)	(... millions de tonnes ...)	(pourcentage)	(pourcentage)	(... millions de tonnes ...)	(... millions de tonnes ...)	(pourcentage)	(pourcentage)	(... millions de tonnes ...)	(... millions de tonnes ...)	(pourcentage)	(pourcentage)	(..... pourcentage .....	(..... pourcentage .....	(..... pourcentage .....			
Total	413,5	588,9	591,3	4,0	0,4	52,4	59,5	60,6	1,4	1,9	23,9	25,7	26,6	0,8	3,8	...		
<b>EXTRÊME-ORIENT</b>	358,0	534,6	525,6	4,6	-1,7	36,6	41,5	41,7	1,4	0,4	18,8	20,3	20,8	0,9	2,6	...		
Bangladesh	11,8	15,9	16,1	3,3	1,4	0,3	0,4	0,4	2,1	-3,4	0,2	0,2	0,2	-0,4	-3,7	85,4	2,0	
Chine	200,9	305,9	293,8	4,8	-3,9	29,0	31,7	31,8	1,0	0,4	6,3	6,1	6,3	-0,3	2,8	66,4	12,1	2,1
Inde	95,9	139,1	140,6	4,2	1,1	2,9	3,9	4,0	3,6	0,8	10,9	12,6	13,0	1,6	2,7	66,6	2,0	5,8
Indonésie	17,1	31,2	31,8	6,5	2,0	3,2	3,3	3,4	0,6	2,9	0,3	0,3	0,3	-0,2	1,7	68,3	8,4	0,7
Kampuchea	0,9	1,3	1,2	3,7	-4,5	-	-	-	4,8	0,0	-	-	-	6,5	0,0	81,7	4,1	1,4
Népal	2,9	3,3	3,3	1,4	-0,2	0,1	0,1	0,1	2,3	-0,9	0,1	0,1	0,1	2,9	0,0	83,0	1,8	1,3
Pakistan	12,0	16,0	16,9	3,3	5,3	0,1	0,1	0,1	6,8	0,4	0,8	0,7	0,7	-0,7	2,1	63,1	0,5	2,2
Philippines	6,7	8,7	8,9	3,0	1,9	0,4	0,7	0,6	6,9	-3,2	-	-	-	1,3	-4,3	59,5	7,2	0,4
Sri Lanka	0,9	1,7	1,8	6,8	8,4	0,2	0,2	0,2	-0,6	0,2	-	-	-	13,7	0,0	56,7	4,1	1,0
Viet Nam	7,6	10,6	10,3	3,7	-2,9	0,5	1,0	1,0	7,1	-4,0	0,1	0,1	0,1	5,5	-1,4	69,7	12,1	0,9
Autres pays 2/	0,7	1,0	0,9	3,3	-4,4	-	-	-	9,2	-0,5	-	-	-	5,8	0,0	...	...	...
<b>PROCHE-ORIENT</b>	14,9	14,1	17,4	-0,6	23,3	0,3	0,4	0,4	4,3	-1,1	0,5	0,5	0,6	0,0	5,6	...	...	...
Egypte	7,2	7,8	8,4	0,8	8,0	0,2	0,3	0,3	5,1	0,0	0,3	0,4	0,4	0,3	9,0	64,0	1,5	2,1
Soudan	2,5	1,5	4,4	-5,7	199,0	0,1	0,1	0,1	0,6	-1,3	0,1	0,1	0,1	2,3	-3,7	51,7	1,8	1,7
Autres pays 3/	5,3	4,9	4,7	-0,8	-4,6	0,1	0,1	0,1	4,9	-4,3	0,1	0,1	0,1	-3,4	2,6	...	...	...
<b>AFRIQUE</b>	38,7	37,7	45,8	-0,3	21,5	14,9	16,9	17,8	1,4	5,8	4,5	4,6	5,0	0,3	9,1	...	...	...
Ethiopie	4,4	4,8	5,0	1,1	4,2	0,3	0,2	0,3	0,4	14,2	0,6	0,8	0,8	1,9	11,4	69,0	3,8	8,5
Kenya	3,0	1,8	3,0	-5,5	64,2	0,2	0,3	0,3	1,1	5,9	0,3	0,3	0,3	-1,7	12,0	52,6	9,1	5,1
Madagascar	1,4	1,5	1,5	0,2	3,2	0,4	0,6	0,6	4,9	2,9	0,1	0,1	0,1	-2,4	-1,8	60,3	17,2	1,7
Malawi	1,3	1,6	1,6	2,9	-3,6	-	-	-	3,8	3,8	0,2	0,2	0,2	2,0	0,0	69,4	2,3	8,2
Maroc	4,7	3,7	5,3	-2,7	43,1	-	0,1	0,1	11,1	3,6	0,5	0,2	0,3	-9,2	14,0	63,0	1,3	1,8
Niger	1,1	1,1	1,8	-0,5	70,9	-	-	-	-0,8	4,5	0,2	0,3	0,3	2,8	3,9	68,7	4,1	10,4
Nigéria	8,1	8,5	9,7	0,6	14,7	5,5	5,9	6,0	0,7	2,6	0,8	0,8	0,9	-0,1	3,0	42,2	25,4	2,8
Tanzanie	1,9	3,0	3,5	5,1	15,9	1,1	1,3	1,3	1,3	3,3	-	0,3	0,3	38,2	10,2	33,5	31,1	4,2
Ouganda	1,6	1,4	1,5	-1,2	3,4	0,9	0,9	1,1	-1,3	30,7	0,4	0,4	0,5	1,8	5,0	30,1	18,5	9,9
Zaïre	0,7	0,9	1,1	3,4	15,5	2,5	3,2	3,4	2,8	6,2	0,1	0,2	0,2	0,6	5,3	14,5	58,4	1,8
Autres pays 4/	10,4	9,3	11,8	-1,3	26,6	3,8	4,4	4,7	1,8	5,7	1,1	1,1	1,3	-0,6	16,2	...	...	...
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>	1,9	2,5	2,6	3,0	1,7	0,4	0,4	0,4	-0,2	9,0	0,2	0,2	0,2	2,4	4,7	...	...	...
Bolivie	0,5	0,8	0,9	4,3	9,1	0,2	0,2	0,2	-1,7	16,1	-	-	-	5,1	20,0	42,1	11,6	1,2
El Salvador	0,6	0,7	0,8	2,7	13,3	-	-	-	3,9	3,2	-	-	-	2,9	-2,0	55,1	0,9	3,7
Autres pays 5/	0,8	1,0	0,9	2,4	-11,9	0,1	0,2	0,2	1,7	0,6	0,1	0,1	0,1	1,8	4,4	...	...	...
<b>OCEANIE 6/</b>	-	-	-	2,8	0,0	0,3	0,3	0,3	1,3	-8,3	-	-	-	8,0	0,0	...	...	...

1/ Le riz (en équivalent riz usiné) est compris dans les céréales; racines et tubercules en équivalent céréales.

2/ Bhoutan, Laos et Maldives.

3/ Afghanistan, République arabe du Yémen et République démocratique populaire du Yémen.

4/ Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Lesotho, Libéria, Mali, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Togo et Zambie.

5/ Haïti et Honduras.

6/ Kiribati, Vanuatu, Samoa, Salomon, Tonga et Papouasie-Nouvelle-Guinée.

TABLEAU 4A -- PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER: PRODUCTION DE DENREES DE BASE, IMPORTATIONS DE CEREALES ET AIDE ALIMENTAIRE REÇUE

	PRODUCTION: TOUTES DENREES DE BASE 1/				IMPORTATIONS DE CEREALES 2/				AIDE ALIMENTAIRE REÇUE		
	Moyenne 1974-76 (..... millions de tonnes .....)	1984	Taux de croissance		Moyenne 1974-76 (.... millions de tonnes ....)	1984	Taux de croissance		Moyenne 1974-76 (milliers de tonnes)	1984/85	
			chiffres provi- soires	à 1984			1985	chiffres provi- soires			à 1984
<b>TOTAL</b>	489,8	674,0	678,6	3,6	0,7	32,2	46,1	43,5	4,1	-5,8	10 945
<b>EXTREME-ORIENT</b>	413,3	596,4	588,1	4,2	-1,4	22,1	21,1	20,5	-0,5	-2,9	3 172
Bangladesh	12,4	16,5	16,7	3,2	1,4	2,0	2,3	2,2	1,4	-4,4	1 500
Chine	236,1	343,7	331,9	4,3	-3,4	6,7	12,6	11,3	7,3	-9,8	268
Inde	109,7	155,6	157,5	4,0	1,2	6,7	-	-	-51,5	0,0	304
Indonésie	21,1	34,8	35,6	5,7	2,1	1,9	1,8	1,4	-0,2	-24,4	269
Kampuchea	1,0	1,3	1,3	3,8	-4,3	0,1	0,2	0,3	5,2	55,6	75
Népal	3,0	3,5	3,5	1,5	-0,2	-	-	-	22,0	0,0	2
Pakistan	12,8	16,9	17,7	3,1	5,2	1,3	1,0	1,0	-2,7	80,0	411
Philippines	7,1	9,5	9,6	3,2	1,5	0,9	1,7	1,7	6,8	-0,5	66
Sri Lanka	1,1	1,9	2,0	5,9	7,5	1,0	0,6	0,9	-4,8	39,3	337
Viet Nam	8,3	11,7	11,4	4,0	-3,0	1,5	0,8	0,8	-7,3	4,0	21
Autres pays 3/	0,8	1,0	1,0	3,5	-4,1	0,1	0,2	0,2	6,1	0,7	13
<b>PROCHE-ORIENT</b>	15,8	15,1	18,4	-0,5	22,0	4,5	11,2	10,4	10,8	-7,3	2 870
Egypte	7,7	8,4	9,0	0,9	7,7	4,0	8,7	8,7	8,9	0,2	1 254
Soudan	2,6	1,6	4,5	-5,1	178,2	0,1	1,5	0,6	31,6	-57,4	42
Autres pays 4/	5,4	5,1	4,9	-0,8	-4,5	0,3	1,0	1,0	14,9	0,6	109
<b>AFRIQUE</b>	58,0	59,1	68,6	0,2	16,1	5,0	12,8	11,5	11,1	-9,7	4 382
Ethiopie	5,2	5,8	6,1	1,2	5,5	0,1	0,8	0,8	26,6	-0,6	817
Kenya	3,6	2,3	3,6	-4,6	52,3	-	1,0	0,5	42,2	-46,2	340
Madagascar	1,9	2,1	2,1	1,2	3,0	0,1	0,1	0,2	5,0	24,1	8
Malawi	1,5	1,9	1,8	2,8	-3,0	-	-	-	1,5	0,0	1
Maroc	5,3	4,1	5,7	-3,0	40,4	1,1	2,6	2,2	9,5	-15,5	80
Niger	1,4	1,4	2,1	0,0	56,4	0,1	0,4	0,2	18,0	-56,3	215
Nigéria	14,4	15,2	16,6	0,6	9,4	0,6	2,4	2,3	15,4	-2,1	3
Tanzanie	3,1	4,6	5,1	4,6	12,0	0,4	0,4	0,4	-0,3	0,0	131
Ouganda	3,0	2,8	3,1	-0,8	12,3	-	-	-	1,9	-12,5	30
Zaire	3,3	4,2	4,6	2,8	8,2	0,4	0,3	0,2	-4,2	-12,4	12
Autres pays 5/	15,4	14,8	17,7	-0,4	19,6	2,0	4,8	4,7	10,2	-3,0	2 099
<b>AMERIQUE LATINE</b>	2,5	3,1	3,2	2,5	2,8	0,5	0,8	0,8	5,1	-0,9	524
Bolivie	0,8	1,0	1,1	2,9	10,7	0,2	0,3	0,3	3,4	5,2	111
El Salvador	0,6	0,8	0,9	2,7	12,2	0,1	0,2	0,1	6,4	-19,4	4
Autres pays 6/	1,1	1,3	1,2	2,2	-8,7	0,2	0,3	0,3	6,3	3,7	219
<b>OCEANIE 7/</b>	0,3	0,3	0,3	1,4	-8,0	0,1	0,2	0,2	5,4	9,3	2

1/ Céréales (riz usiné), racines et tubercules (équivalent céréales) et légumineuses.

2/ Juillet-juin pour le blé et les céréales secondaires; année civile (deuxième année indiquée) pour le riz.

3/ Bhoutan, Laos et Maldives.

4/ Afghanistan, République arabe du Yémen et République démocratique populaire du Yémen.

5/ Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Lesotho, Libéria, Mali, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Togo et Zambie.

6/ Haïti et Honduras.

7/ Kiribati, Vanuatu, Samoa, Salomon, Tonga et Papouasie-Nouvelle-Guinée.

26. L'amélioration des conditions météorologiques en 1985 dans de vastes parties de l'Afrique n'a pas seulement profité aux cultures, elle a aussi favorisé les pâturages et les cultures fourragères. Les conditions se sont nettement améliorées au Sahel et dans la majeure partie de l'Afrique orientale, quoique les pâturages aient continué de se ressentir de la sécheresse dans certaines zones de Djibouti et de l'Ethiopie. Les conditions sont particulièrement mauvaises au Botswana, où l'on craint que le tiers du troupeau ne soit condamné.

### Importations

27. On prévoit un recul général des importations céréalières. En Extrême-Orient, elles devraient tomber de 600 000 tonnes, en raison essentiellement d'une réduction des achats de blé de la Chine qui puisera sans doute dans ses stocks pour compenser la baisse de production. L'Indonésie va probablement réduire ses importations de blé car elle dispose d'approvisionnements plus abondants en riz et en maïs provenant de sa production intérieure. Par contre, le Pakistan pourrait accroître fortement ses importations, d'autant qu'il doit reconstituer les stocks. En Afrique, c'est principalement parce que les récoltes ont été meilleures que les importations vont diminuer; la différence dépassera, prévoit-on, un million de tonnes mais les graves difficultés de balance des paiements et la décision du Nigéria d'interdire les importations de riz et de blé jouent également un rôle important dans ce recul. On prévoit aussi une diminution des importations au Proche-Orient; en effet, la production a redémarré au Soudan, et ce pays importera beaucoup moins.

28. Les importations céréalières globales des pays à faible revenu et à déficit alimentaire devraient atteindre 43 millions de tonnes en 1985/86, soit 6 pour cent de moins que l'année précédente et 17 pour cent de moins que les importations sans précédent de 1982/83 (tableau 6). Les importations de légumineuses, de racines et de tubercules ne devraient pas varier sensiblement cette année et pourraient atteindre 600 000 tonnes.

### Capacité d'importation commerciale

29. La capacité de la plupart des pays à faible revenu et à déficit vivrier d'importer des denrées alimentaires reste entravée par leurs difficultés financières et économiques. Malgré une légère diminution possible de leur facture d'importation commerciale de céréales (qui a été de 600 millions de dollars E.-U. en 1984/85), les pays à faible revenu et à déficit vivrier auront davantage de mal à financer ces importations en 1985/86 car leur balance des comptes courants s'est fortement détériorée en 1985 (tableau 5). D'après des renseignements fournis par le FMI, la valeur en dollars des exportations de marchandises de ces pays est tombée de 4 pour cent en 1985 alors que le coût des importations de marchandises a augmenté de 2 pour cent et que leurs dépenses nettes en services sont passées de 5,7 milliards de dollars E.-U. en 1984 à 9,8 milliards de dollars E.-U. en 1985.

30. L'essentiel du problème c'est que les exportations des pays à faible revenu et à déficit vivrier ne trouvent que des marchés très faibles. Le ralentissement de la croissance économique dans la plupart des pays développés et le protectionnisme intensif que pratiquent nombre d'entre eux se conjuguent pour restreindre les débouchés offerts à leurs produits. A quelques exceptions près, les prix des produits agricoles importants pour les pays à faible revenu ont baissé en 1985. Si on compare les prix du milieu de 1985 à ceux de la même période en 1984, pour le cacao, le café, le coton, la farine de poisson, les produits forestiers, les graines oléagineuses, les huiles, les tourteaux d'oléagineux, le riz, le caoutchouc, le sucre, le thé - qui représentent conjointement près de 60 pour cent des recettes d'exportation agricoles des pays en développement -, on s'aperçoit qu'ils ont tous considérablement baissé. Globalement, l'indice des prix à l'exportation des produits agricoles importants pour ces pays est tombé de 11 pour cent.

31. Pour que les pays à faible revenu accèdent plus facilement aux disponibilités alimentaires existant sur le marché international, il faudrait d'abord qu'ils aient la possibilité d'accroître leurs recettes d'exportation ce qui signifie qu'il faudrait, à son tour, que la demande réservée à leurs produits sur les principaux marchés d'exportation dans les pays développés se renforce. On pense que, dans ces pays, la croissance économique - dont dépend la demande - sera, à court terme, lente et inégale. La croissance de la production dans les pays membres de l'OCDE a fortement fléchi en 1985 et les prévisions actuelles indiquent que l'expansion se poursuivra en 1986, mais restera modeste. La croissance globale du PNB des pays membres de l'OCDE se situera probablement entre 2,5 et 3 pour cent durant les deux années considérées, alors qu'elle avait dépassé 4 pour cent en 1984, et les taux seront encore inférieurs en Europe occidentale. Les perspectives économiques des pays à économie centralement planifiée sont également peu encourageantes et la demande d'importation en Europe orientale se ressent de la dégradation des termes de l'échange en général. Dans les pays exportateurs de pétrole, les importations sont chancelantes, là aussi en raison d'une diminution des recettes consécutives au marasme du marché pétrolier mondial. En 1984-85, cinq pays (Bangladesh, Ghana, Jordanie, République de Corée et Malawi) ont eu recours au mécanisme du FMI pour financer des importations de céréales.

TABLEAU 5 - PAYS A FAIBLE REVENU ET A DEFICIT VIVRIER: INDICATEURS FINANCIERS ET ECONOMIQUES, 1980-85

	1980	1981	1982	1983	1984	1985 prévisions
(..... Milliards de dollars E.-U.....)						
Exportations de marchandises <u>1/</u>	112,8	106,9	96,2	92,0	102,1	98,4
Importations de marchandises <u>1/</u>	-124,3	-131,4	-124,9	-116,1	-119,2	-121,1
Balance commerciale <u>1/</u>	-11,4	-24,4	-28,7	-24,1	-17,0	-22,7
Balance des comptes courants <u>1/</u>	-19,9	-33,0	-36,2	-28,8	-22,8	-32,5
(..... Indices .....						
Indice des prix à l'exportation <u>2/</u>	110	93	79	83	84	75
Indice de la valeur unitaire des exportations <u>3/</u>	100	94	86	86	84	...
Indice de la valeur unitaire des importations <u>3/</u>	100	102	98	92	90	...
Termes de l'échange <u>3/</u>	100	92	87	93	94	...
Prix indicatif du blé <u>4/</u>	183	182	164	165	160	...

1/ Non compris l'Angola, Kiribati et les Tonga.

2/ Indice des prix sur le marché libre des principaux produits de base exportés par les pays en développement, janvier-septembre 1985.

3/ Indice CNUCED des valeurs unitaires pour les pays en développement autres que les gros exportateurs de pétrole.

4/ Prix indicatif à l'exportation du conseil mondial du blé: moyenne arithmétique de sept types de blé faisant l'objet de transactions commerciales importantes; exprimé en dollars E.-U. la tonne, calculé sur une base hebdomadaire et représenté par les cours f.o.b. américains, canadiens et australiens.

Aide alimentaire

32. Les pays à faible revenu et à déficit vivrier éprouvent des difficultés persistantes à financer leurs importations alimentaires et beaucoup doivent recourir, dans une certaine mesure, à l'aide alimentaire pour couvrir leurs besoins. La crise alimentaire en Afrique a suscité de généreux élans et l'aide alimentaire en céréales a atteint en 1984/85 12,5 millions de tonnes, dépassant ainsi pour la première fois, depuis son institution en 1974, l'objectif minimum de 10 millions de tonnes fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation (tableau 6). La plupart des donateurs ont donné davantage qu'en 1983/84, en particulier les Etats-Unis et la CEE. De leur côté, un certain nombre de pays en développement ont fourni au total 362 000 tonnes de céréales. On prévoit à nouveau pour 1985/86 un fort volume d'aide alimentaire. Selon les estimations actuelles 10,9 millions de tonnes pourraient être disponibles, dont près de 90 pour cent pourraient aller aux pays à faible revenu et à déficit vivrier. Si ces prévisions se concrétisent, l'aide alimentaire pourrait représenter 21 pour cent des importations céréalières de ces pays, soit l'un des plus forts pourcentages atteints ces dernières années. Les fournitures d'aide alimentaire s'annoncent donc abondantes par rapport à la demande solvable probable, mais on pourrait en utiliser beaucoup plus encore si des programmes générateurs de revenu pouvaient être lancés pour permettre aux pauvres d'accéder plus facilement aux approvisionnements alimentaires dans les régions où la malnutrition sévit à l'état endémique.

33. Les contributions en céréales fournies à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) en 1985 ont dépassé 765 000 tonnes, ce qui est nettement supérieur à l'objectif minimum de 500 000 tonnes. Elle a reçu, en outre, plus de 60 000 tonnes de produits non céréaliers. Comme l'année précédente, une grande partie de ces denrées a été expressément attribuée pour soulager la crise en Afrique et pour les réfugiés afghans.

TABLEAU 6 - AIDE ALIMENTAIRE EN CEREALES

	AIDE ALIMENTAIRE			Importations totales des pays à fai- ble revenu et à déficit vivrier	Part de l'aide ali- mentaire dans les importations des pays à faible revenu et à déficit vivrier	Valeur des achats commerciaux de céréales des pays à faible revenu et à déficit vivrier	
	Total	Pays à faible revenu et à déficit vivrier	RAIU 1/			Total	Moins Chine et Inde
	(..... Millions de tonnes.....)			(Pourcentage)	(Milliards de \$E.-U.)		
1980/81	8,9	7,2	0,61	45,9	16	9,0	4,9
1981/82	9,1	7,5	0,46	48,9	15	8,9	4,6
1982/83	9,2	7,7	0,50	52,6	15	8,7	4,4
1983/84	9,8	8,8	0,62	49,2	18	7,9	4,8
1984/85	12,5	10,8	0,77	46,1	23	6,6	4,5
1985/86	10,9	9,5	...	43,5	21	6,8	4,9
(estimations)							

1/ L'aide alimentaire livrée au titre de la RAIU est incluse dans le total et correspond à l'année civile (deuxième année indiquée).

#### IV. EVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

34. Les récoltes ont été bonnes et, selon les estimations de la FAO, la production céréalière globale des pays africains au sud du Sahara (Afrique du Sud non comprise) atteindra 52 millions de tonnes en 1985, soit 28 pour cent de plus que l'année dernière. L'offre s'est améliorée dans la plupart des 21 pays africains qui ont été touchés par la sécheresse en 1984. Sur la base des conclusions de missions FAO d'évaluation des récoltes, la production céréalière globale des pays africains au sud du Sahara qui ont été touchés par la sécheresse en 1984 serait, en 1985, de 35,7 millions de tonnes, soit quelque 12,2 millions de tonnes ou plus de 50 pour cent de plus que l'année dernière.

35. Un certain nombre de pays ont réalisé des excédents exceptionnels. Les excédents exportables de céréales secondaires de l'Afrique subsaharienne sont actuellement estimés à 1,8 million de tonnes pour la campagne 1985/86. Le gros de ces excédents sera commercialisé dans le cadre des circuits commerciaux normaux, ou utilisés pour reconstituer les réserves de sécurité alimentaire mais, dans quelques cas, une aide extérieure sera nécessaire pour faciliter les achats et la distribution à l'intérieur de la région, notamment sous forme de transactions triangulaires et d'accords de swap. D'autre part, plusieurs pays ont besoin d'une aide spéciale pour acheter les excédents disponibles en certains endroits et les acheminer vers les zones déficitaires ou regarnir les stocks.

36. La production céréalière s'est sans doute nettement améliorée, mais six pays auront encore besoin d'une aide exceptionnelle d'urgence en 1985/86 (Angola, Botswana, Cap-Vert, Ethiopie, Mozambique et Soudan); la plupart des autres pays de l'Afrique au sud du Sahara devront importer des céréales, et une partie de ces besoins devra être satisfaite par l'aide alimentaire. Les besoins cumulatifs d'importation des pays en développement de l'Afrique au sud du Sahara sont provisoirement estimés à 10,5 millions de tonnes, dont 4,9 millions de tonnes pour les pays touchés par la sécheresse de 1984. Le gros des importations céréalières nécessaires consistera en blé et en riz; les besoins en céréales secondaires, qui sont estimés à 1,4 million de tonnes pourront être couverts par les excédents exportables disponibles dans la région. Toutefois, une aide extérieure sera nécessaire pour faciliter l'achat et la distribution d'une partie de ces excédents.

37. Dans plusieurs pays sahéliens de l'Afrique de l'ouest, et au Soudan, en Afrique orientale, les prix des céréales ont fortement baissé sur les marchés locaux et sont revenus maintenant aux niveaux où ils se trouvaient avant la sécheresse. Si les prix devaient tomber encore sensiblement dans les semaines à venir, on peut craindre que les récoltes encore sur pied ou stockées sur les exploitations ne soient pas commercialisées et que les agriculteurs se découragent de planter des céréales pour la récolte de 1986. Dans ces pays, il faudra mettre en place immédiatement des programmes spéciaux prévoyant un soutien financier extérieur pour l'achat et la distribution des céréales disponibles dans les zones excédentaires. Ces programmes devront en toute priorité utiliser des excédents locaux pour combler des déficits existant ailleurs. Dès que les besoins immédiats des zones déficitaires auront été couverts, il sera possible de constituer des réserves céréalières nationales ou de regarnir celles qui existent, en particulier dans les zones qui sont particulièrement exposées à la sécheresse. Les exportations de céréales vers des pays déficitaires voisins soit par les circuits commerciaux, soit avec une aide extérieure pour la conclusion de transactions triangulaires ou accords similaires, seraient également une bonne solution. Outre l'assistance qu'ils pourront fournir à l'utilisation des excédents locaux, les donateurs devront veiller à planifier attentivement les dates d'arrivée et de distribution de l'aide alimentaire promise et reportée depuis l'année dernière pour éviter de perturber les marchés locaux.

38. Il convient de noter que les pays qui, cette année, ont été en mesure de produire des excédents exceptionnels sont des nations en développement pour lesquelles l'objectif le plus important reste, dans l'absolu, celui d'accroître régulièrement leur production afin de satisfaire une demande solvable croissante. Etant donné toutefois qu'ils ne disposent pas des moyens nécessaires pour écouler des excédents occasionnels, que le maintien de stocks dépassant leurs propres besoins d'urgence coûte cher, qu'ils doivent développer d'autres secteurs de leur économie et qu'ils sont généralement à court de moyens financiers, il est à craindre que les gouvernements ne puissent continuer à assurer aux agriculteurs des prix incitatifs. Si l'on veut que les agriculteurs de ces pays intensifient leur production, il faut leur offrir des débouchés stables pour commercialiser leurs excédents quand les récoltes sont exceptionnellement bonnes. L'aide de la communauté internationale est tout aussi nécessaire en années d'excédents exceptionnels que dans les années de pénuries exceptionnelles si l'on veut que les pays africains puissent offrir et maintenir les incitations nécessaires pour promouvoir la production.

39. Si les perspectives de l'offre alimentaire s'annoncent, à court terme, suffisamment satisfaisantes dans la plupart des pays touchés par la dernière sécheresse, il n'en demeure pas moins que la relance de la production agricole et alimentaire dans les pays vulnérables de l'Afrique reste nécessaire. Au début de 1985, la FAO a entrepris un programme de relèvement de l'agriculture en Afrique; 269 projets ont été formulés pour un coût total de près de 250 millions de dollars. Divers projets, d'un coût d'environ 200 millions de dollars, sont d'ores et déjà couverts par des promesses de financement, provisoires ou définitives, émanant de sources diverses. Mais un grand nombre de projets importants n'ont pas encore trouvé de financement et les donateurs sont invités à faire un effort supplémentaire.

## V. POLITIQUES ET MESURES VISANT A RENFORCER LA SECURITE ALIMENTAIRE

### Au niveau national

#### Politiques de production

40. Parmi les mesures de politique propres à soutenir la production céréalière, l'une des plus importantes consiste à fixer des prix garantis à la production. Quarante-deux pays au moins, tant développés qu'en développement, ont maintenant introduit sous une forme ou une autre, l'usage des prix de soutien pour les principales céréales (maïs, riz et blé). Ces prix varient énormément d'un pays à l'autre; ils sont généralement plus élevés dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs. Les fluctuations qui se vérifient dans le temps sont également importantes.

41. Durant ces dix dernières années, abstraction faite de leurs niveaux, les prix de soutien ont généralement suivi une évolution semblable dans la plupart des pays. Ils ont monté rapidement, tant en valeur nominale qu'en valeur réelle, au début des années soixante-dix sous l'effet des pénuries de 1972-73. Par la suite, des ajustements plus sensibles et plus fréquents ont été apportés aux prix de soutien nominaux, mais l'inflation a érodé, voire annulé ses augmentations, ce qui fait qu'en 1983-85, les prix de soutien étaient en fait inférieurs à ceux de 1974-76 dans les deux tiers des pays examinés (tableau 7).

TABLEAU 7 - PRIX DE SOUTIEN DES CEREALES, PRIX NOMINAUX ET PRIX AJUSTES, DIFFERENCE ENTRE 1983/84 ET 1985/86 ET COMPARAISON AVEC LA DECENNIE 1970

	PRIX DE SOUTIEN NOMINAUX			PRIX DE SOUTIEN AJUSTES			EN PROPORTION DU PRIX DU SOUTIEN AJUSTE	
	1983/84	1984/85	1985/86	1983/84	1984/85	1985/86	1983-85/ 1970-72	1983-85/ 1974-76
	(....dollars E.-U/tonnes.....)			(.....1982/83 = 100.....)			(.....pour cent.....)	
PAYS EN DEVELOPPEMENT								
ASIE								
Bangladesh -								
blé	153	155	...	96	100	...	...	90
paddy	157	175	...	98	100	...	89	93
Birmanie -								
paddy	53	50	...	95	89	...	81	72
Chine -								
paddy	157	134	109	115	112	110	...	127
Inde -								
blé	150	136	126	95	88	87	70	80
paddy	129	113	125	96	92	86	88	100
maïs	123	116	104	94	91	86	90	95
Indonésie -								
paddy	206	165	154	96	100	96	103	90
maïs	108	102	...	89	86	...	...	...
Jordanie -								
blé	275	274	301	103	104	116	84	80
Rép. de Corée								
blé	436	éliminé	892	97	-	-	149	117
paddy	1059	1058	892	96	97	99	124	97
maïs	327	éliminé	...	96	-	-	112	93
Malaisie -								
paddy	283	273	272	97	94	94	116	101
Pakistan -								
blé	123	117	127	94	96	102	86	65
paddy	104	86	82	98	91	88	103	83
Philippines -								
paddy	155	147	190	102	92	94	74	66
maïs	238	179	157	169	125	108	145	98
Sri Lanka -								
paddy	120	114	...	91	88	...	148	78
Syrie -								
blé	313	313	...	96	88	...	106	109
Thaïlande -								
paddy	143	110	109	96	86	84	93	64
Turquie								
blé	133	124	110	112	117	104	107	78
paddy	285	281	...	86	92	...	94	87
maïs	126	170	...	90	128	...	...	100

/à suivre

**TABLEAU 7 - PRIX DE SOUTIEN DES CEREALES, PRIX NOMINAUX ET PRIX AJUSTES, DIFFERENCE ENTRE 1983/84 ET 1985/86 ET COMPARAISON AVEC LA DECENNIE 1970 (Suite)**

	PRIX DE SOUTIEN NOMINAUX			PRIX DE SOUTIEN AJUSTES			EN PROPORTION DU PRIX DU SOUTIEN AJUSTE	
	1983/84	1984/85	1985/86	1983/84	1984/85	1985/86	1983-85/ 1970-72/	1983-85/ 1974-76
	(... dollars E.-U/tonnes...)			(... 1982/83 = 100...)			(... pour cent...)	
<b>AFRIQUE</b>								
Algérie -								
blé	270	300	370	96	104	125	...	137
Burkina Faso -								
maïs	151	...	...	98	...	...	147	113
paddy	194	183	...	102	104	...	130	89
Egypte -								
paddy	150	164	200	96	89	100	109	83
blé	143	171	238	87	88	114	...	83
Gambie -								
paddy	193	156	190	91	81	105	125	82
Côte d'Ivoire -								
paddy	210	183	170	128	124	118	91	44
maïs	105	100	85	128	122	119	76	73
Kenya -								
blé	181	170	165	104	101	86	110	77
paddy	177	186	173	107	113	100	...	89
maïs	136	139	117	108	105	93	110	85
Libéria -								
paddy	400	400	400	97	97	97	148	87
Madagascar -								
paddy	156	132	126	91	103	100	103	72
Mali -								
paddy	315	275	294	100	88	96	109	109
Mauritanie -								
paddy	228	196	181	100	100	104	82	60
Maurice -								
Maïs	256	322	...	98	127	...	143	72
Maroc								
blé	226	210	...	107	112	...	137	127
maïs	201	194	...	126	137	...	...	151
Niger -								
paddy	223	206	...	103	100	...	107	91
Sénégal -								
paddy	157	151	...	107	105	...	87	70
maïs	138	150	...	99	108	...	84	72
Tanzanie -								
blé	241	249	373	94	102	130	75	74
paddy	327	349	456	103	111	120	122	131
maïs	177	324	296	100	131	165	131	86
Tunisie-								
blé	172	184	171	107	101	99	124	117
Zambie -								
blé	313	227	309	96	85	104	130	81
paddy	415	280	209	122	104	78	56	73
maïs	150	194	268	100	108	169	133	145
Zimbabwe								
blé	199	166	162	88	89	88	105	73
maïs	152	145	126	90	80	90	...	...

/à suivre

**TABLEAU 7 - PRIX DE SOUTIEN DES CEREALES, PRIX NOMINAUX ET PRIX AJUSTES, DIFFERENCE ENTRE 1983/84 ET 1985/86 ET COMPARAISON AVEC LA DECENNIE 1970 (Suite)**

	PRIX DE SOUTIEN NOMINAUX			PRIX DE SOUTIEN AJUSTES			EN PROPORTION AVEC PRIX DU SOUTIEN AJUSTE	
	1983/84	1984/85	1985/86	1983/84	1984/85	1985/86	1983-85/ 1970-72/	1983-85 1974-76
	(....dollars E.-U./tonnes..)			(.....1982/83 = 100.....)			(.....pour cent.....)	
<b>AMERIQUE LATINE</b>								
Argentine -								
blé	110	74	71	267	144	342	133	180
Brsil -								
blé	186	206	233	95	114	132	133	95
paddy	129	321	246	93	256	205	224	142
maïs	97	108	96	108	129	127	145	94
Colombie -								
paddy	315	294	280	99	102	110	102	77
maïs	269	241	217	99	99	97	84	94
maïs	360	349	329	95	101	106	156	133
République dominicaine -								
Paddy	374	422	166	132	122	123	105	82
maïs	243	397	165	118	159	159	114	109
Equateur -								
maïs	252	243	324	137	138	153	...	87
El Salvador -								
Paddy	322	322	322	100	88	81	...	43
maïs	251	261	261	113	103	93	76	53
Guatemala -								
paddy	217	223	227	113	114	113	85	81
maïs	...	180	155	...	80	60	88	64
Honduras -								
Paddy	289	250	250	89	73	71	93	67
Maïs	188	185	185	91	84	81	96	79
Mexique -								
blé	127	158	177	92	95	97	104	86
Paddy	194	259	302	111	109	115	106	66
Maïs	145	164	205	73	68	78	105	95
Pérou -								
Paddy	200	115	71	82	47	40	55	54
Maïs	63	...	...	63	...	...	60	53
Venezuela -								
Paddy	373	347	éliminé	94	143	-	...	111
Maïs	419	400	...	94	141	...	190	119

/à suivre

**TABLEAU 7 - PRIX DE SOUTIEN DES CEREALES, PRIX NOMINAUX ET PRIX AJUSTES, DIFFERENCE ENTRE 1983/84 ET 1985/86 ET COMPARAISON AVEC LA DECENNIE 1970 (Suite)**

	PRIX DE SOUTIEN NOMINAUX			PRIX DE SOUTIEN AJUSTES			EN PROPORTION AVEC PRIX DU SOUTIEN AJUSTE	
	1983/84	1984/85	1985/86	1983/84	1984/85	1985/86	1983-85/ 1970-72	1983-85/ 1974-76
	(...dollars E.-U./tonnes...)			(...1982/83 = 100.....)			(...pour cent.....)	
<b>PAYS DEVELOPPES</b>								
<b>EUROPE</b>								
Autriche -								
blé	179	165	152	97	92	90	69	77
maïs	159	138	...	92	90	...	...	80
CEE -								
blé*	192	168	150					
paddy	254	223	257					
maïs	171	155	128					
Finlande -								
blé	368	328	421	102	99	106	88	109
Portugal -								
paddy	228	253	314	113	140	127	95	119
maïs	231	247	224	119	133	127	125	118
Espagne -								
blé	150	148	138	96	92	88	55	69
paddy	181	174	199	97	93	91	74	77
maïs	160	152	137	98	91	76	66	75
Suède -								
blé	173	189	...	97	93	...	82	83
Yougoslavie -								
blé	144	154	104	99	109	86	94	112
paddy	306	261	249	89	81	84	150	75
maïs	114	105	96	89	82	88	91	103
* Blé panifiable								
<b>AMERIQUE DU NORD</b>								
Canada -								
blé	139	129	118	92	88	81	100	62
maïs	104	...	...	111	...	...	...	83
Etats-Unis -								
blé	158	161	161	103	100	96	...	106
paddy	251	262	262	102	102	98	90	74
maïs	113	119	119	103	103	99	95	106
<b>AUTRES PAYS DEVELOPPES</b>								
Australie -								
blé	134	121	107	97	87	80	69	78
Japon -								
blé	772	779	743	98	96	95	122	118
paddy	1312	1240	1358	100	100	98	85	78
Afrique du Sud -								
blé	225	151	168	90	87	75	93	90
maïs	142	183	119	110	120	110	110	110

Notes: - Les conversions en dollars des Etats-Unis ont généralement été faites en prenant le taux de change en vigueur durant la première moitié de l'année fractionnée indiquée.  
- Les prix nominaux ont été ajustés d'après l'indice des prix de consommation (1980 = 100), généralement à la date de plantation.  
- Les prix se réfèrent généralement à des qualités "moyennes" ou "représentatives".

42. Il semble toutefois que, pour la majorité des pays considérés, la baisse réelle des prix de soutien ait été inférieure à celle, en valeur réelle, des cours céréaliers mondiaux durant la décennie. En moyenne, les prix de soutien ont, en valeur réelle, baissé d'un pour cent par an entre 1974-76 et 1983-85, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, alors que les cours du marché mondial ont baissé en moyenne de 4 pour cent par an au cours de la même période.

43. L'effort accompli pour préserver la valeur réelle des prix de soutien a été plus marqué dans les pays en développement que dans les pays développés. Depuis 1970, les deux tiers des pays en développement ont maintenu ou augmenté les prix de soutien réels tandis que, dans la majorité des pays développés, ces prix ont baissé. Ainsi que le signale l'étude FAO sur les Politiques de prix agricoles 1/, les prix de soutien pratiqués au début des années quatre-vingt dans les pays en développement pris dans leur ensemble étaient encore, en valeur réelle, supérieurs à ceux de 1970. On observe cependant de fortes différences en ce qui concerne l'efficacité des politiques de soutien des prix dans les pays en développement, notamment dans les cas où les mécanismes d'achats laissent à désirer et où les ressources sont limitées.

44. En 1985-86, les prix de soutien nominaux des céréales ont été relevés dans beaucoup de pays. En valeur réelle, toutefois, ils ont eu tendance à baisser. Le fléchissement a été particulièrement marqué dans les pays développés, où le coût budgétaire croissant des programmes agricoles et la faiblesse des cours internationaux des produits de base se sont conjugués pour infléchir le niveau réel des prix de soutien des céréales. Le plus souvent, dans les pays développés, les prix nominaux sont restés inchangés, de sorte que l'inflation a entraîné une baisse en valeur réelle. On ne dispose que de peu de renseignements sur les cultures de 1986 mais on sait que, aux Etats-Unis, la nouvelle loi sur la sécurité alimentaire prévoit le gel des prix nominaux et de fortes réductions des prix garantis du blé, des céréales secondaires et du riz.

45. Les pays en développement, dans leur grande majorité, ont relevé les prix de soutien nominaux en 1985-86. Beaucoup de pays africains pour lesquels on dispose de données, particulièrement l'Algérie (blé); l'Egypte (blé et paddy), la Gambie (paddy), la Tanzanie (céréales) et la Zambie (blé et maïs), ont aussi substantiellement augmenté les prix de soutien réel en 1985-86. Un certain nombre de pays latino-américains en ont fait autant, les augmentations ayant été particulièrement fortes en Argentine (blé), au Brésil (blé), en Equateur (maïs) et au Mexique (maïs). En Asie par contre, les prix de soutien réel ont baissé dans les deux tiers des pays considérés, seuls la Jordanie et le Pakistan ont relevé de façon appréciable les prix de soutien réel du blé. Dans l'ensemble, malgré des hausses nominales, l'inflation a érodé le niveau réel des prix de soutien en 1985-86 dans les deux cinquièmes des pays en développement examinés. Les prix du blé ont été, d'une manière générale, mieux défendus contre l'inflation que ceux du maïs ou du riz.

46. Politiques et pratiques nationales de stocks céréaliers. Un grand nombre de pays appliquent des politiques ou pratiques de stockage qui ont principalement pour objectif de régulariser l'offre sur les marchés intérieurs, de stabiliser les prix et de faire face, le cas échéant, à des crises alimentaires. Les politiques ou pratiques de stockage des pays exportateurs visent en outre à couvrir leurs commandes d'exportations et autres engagements internationaux, notamment au titre de l'aide alimentaire 2/. Les pays développés en général détiennent des stocks proportionnés à objectifs, tandis que rares sont les pays en développement qui ont été en mesure de poursuivre efficacement leurs objectifs en la matière.

1/ Politiques de prix agricoles, C 85/19, août 1985, Annexe I.

2/ Ainsi que le Comité en a été informé à sa précédente session, il ressort des renseignements dont dispose le Secrétariat que 112 pays appliquent des politiques ou pratiques de stockage.

47. Aux Etats-Unis, premier exportateur mondial de céréales, les stocks céréaliers devraient augmenter encore de quelque 62 millions de tonnes d'ici la fin des campagnes de 1985/86 soit un volume qui correspondra à la presque totalité de l'accroissement des stocks mondiaux. La nouvelle législation des Etats-Unis (Food Security Act 1985) a prorogé de cinq ans la réserve de blé et de céréales secondaires appartenant aux agriculteurs, mais en lui fixant comme plafond 30 pour cent du total de l'utilisation intérieure et des exportations dans le cas du blé, et 15 pour cent dans le cas des céréales secondaires. La loi dispose aussi que si le volume de blé entreposé dans la réserve descend au-dessous de 17 pour cent de l'utilisation totale (7 pour cent pour les céréales secondaires) et si le cours du marché est au-dessous de 140 pour cent du prix garanti, on encouragera le stockage dans la réserve qui est la propriété des agriculteurs, par exemple en relevant les indemnités de stockage et le niveau des prêts.

48. On prévoit aussi que les stocks de deux autres exportateurs importants, la CEE et le Canada, vont augmenter par rapport à leurs niveaux précédents, mais dans une mesure marginale. Ces stocks sont davantage le résultat d'une forte production et de la faiblesse des cours mondiaux que de politiques de stockage délibérées. En Australie, les stocks devraient baisser de 2 millions de tonnes, mais ils resteront nettement supérieurs aux stocks que l'office du blé australien se propose de détenir en fin de campagne pour pouvoir approvisionner ses clients habituels et faire face à des situations d'urgence.

49. Parmi les pays en développement, l'Inde, l'Indonésie et la République de Corée détiennent des stocks qui dépassent leurs objectifs et même leur capacité actuelle d'entreposage public. En Inde, le gouvernement, pour réduire les stocks, a augmenté les fournitures de blé subventionné aux employés travaillant sur des projets de travaux publics en milieu rural. Il prévoit également d'augmenter d'environ 2,72 millions de tonnes la capacité publique d'entreposage. En Indonésie, les stocks de riz s'élevaient en mars 1985 à 3,5 millions de tonnes l'objectif étant de 2 millions de tonnes. On pense que ces stocks augmenteront encore et pèseront considérablement sur les moyens financiers et la capacité d'entreposage de la National Logistics Agency (BULOG). En République de Corée, les stocks de report, qui dépassent déjà l'objectif de 1,3 million de tonnes, devraient également augmenter, bien que le gouvernement ait décidé de réduire les stocks de riz en aidant financièrement les consommateurs économiquement faibles à acheter du riz. Suite à la reprise de la production, le Kenya et le Zimbabwe devraient pouvoir regarnir leurs stocks et atteindre les niveaux qu'ils se sont fixés. Les stocks de report devraient également monter au Brésil, au Malawi, au Pakistan et en Tunisie.

50. Dans la plupart des pays africains qui ont été touchés par de graves pénuries alimentaires, la forte reprise de la production vivrière en 1985 a engendré des disponibilités qui pourraient être utilisées pour constituer ou regarnir des stocks. Cependant, l'insuffisance des crédits disponibles pour financer des achats et le manque d'installations d'entreposage et de moyens de transport limitent considérablement cette possibilité. Une assistance technique et financière extérieure accrue est nécessaire pour que ces pays puissent constituer des réserves qui les protègent à l'avenir contre d'éventuelles crises. Faute d'une telle assistance, les excédents de cette année risquent plutôt, au contraire, de déprimer les prix et de démobiliser les producteurs vivriers l'année prochaine. Dans quelques pays africains comme l'Angola, le Botswana, l'Ethiopie et le Mozambique, où la production vivrière est encore précaire, il est probable que les stocks céréaliers ne seront toujours pas suffisants pour garantir la sécurité alimentaire, à moins qu'ils ne soient reconstitués au moyen de l'aide alimentaire.

### Mesures et politiques aux niveaux régional et sous-régional

51. Suite à une recommandation contenue dans l'Etude FAO sur les stocks céréaliers nationaux et régionaux de sécurité au Sahel, la FAO a créé en 1985 une Division céréalière régionale au sein du secrétariat du CILSS. Cette initiative devrait être suivie d'un projet plus important, financé par l'Italie, visant à renforcer ladite division. Dans le cadre du projet PCT, le personnel des offices céréaliers nationaux des huit pays membres du CILSS a reçu une formation en matière de commercialisation, de prix, d'entreposage des céréales, de transport et autres questions en rapport avec la sécurité alimentaire. La CEE fournit également une assistance en vue de soutenir le projet CILSS de diagnostic permanent, qui a commencé à mettre en place un système de coordination des informations relatives aux pénuries alimentaires dans le Sahel.

52. A sa dernière session, le Comité a noté que le Conseil de la Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL) avait approuvé un rapport CEA/FAO sur la coopération entre Etats Membres (Burundi, Rwanda et Zaïre) en matière de sécurité alimentaire. Dans le cadre de l'actuel programme sous-régional d'assistance à la CEPGL, trois systèmes nationaux d'alerte rapide et de gestion informatisée des disponibilités alimentaires se trouvent à des stades de préparation plus ou moins avancés. Le projet relatif au Système d'alerte rapide du Burundi a été préparé en 1985 et devrait être financé par le PNUD, et les préparatifs de mise en place de systèmes nationaux d'alerte rapide au Rwanda et au Zaïre ont commencé.

53. La Commission régionale des politiques économiques et sociales pour le Proche-Orient a tenu sa première session à Damas (Syrie) en décembre 1985 et a recommandé à cette occasion que les gouvernements, les organes régionaux et la communauté internationale intensifient leur action en faveur de la sécurité alimentaire dans la région. Elle a recommandé que les pays eux-mêmes renforcent les mesures prises pour, entre autres, accroître les rendements en fournissant des incitations adéquates aux agriculteurs, en adoptant des technologies améliorées, en constituant des réserves alimentaires, en mettant en place des systèmes d'alerte rapide et en prenant des dispositions pour faire face à d'éventuelles situations d'urgence. A l'échelon régional et sous-régional, elle a recommandé que les organisations présentes dans la région redoublent d'efforts pour mener à bien les initiatives qu'elles ont prises à ce jour et lancent ensemble de nouvelles entreprises dans le domaine de la production agricole et des intrants. Pour compléter les efforts exercés à l'échelon national et régional, la Commission a demandé aux gouvernements donateurs et aux organisations internationales d'accroître l'assistance technique et financière qu'ils fournissent à la région.

54. Le Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) des Etats de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe, lors d'une réunion tenue à Bujumbura (Burundi) en juin 1985, a approuvé un plan-cadre d'accroissement de la production des cultures vivrières de base et de développement de l'élevage et de la pêche, qui s'appuie sur la spécialisation, la coopération et la complémentarité des différents pays. Le Conseil est convenu également de mettre en place un système ZEP de sécurité alimentaire couvrant les programmes nationaux et sous-régionaux. A l'échelon national, ce système consistera à (i) diversifier la production agricole vivrière, notamment les céréales, les tubercules et les légumineuses et (ii) mettre en place des systèmes d'alerte rapide. A l'échelon sous-régional, le système comprendra (i) un système sous-régional d'alerte rapide qui permettra de surveiller l'ensemble de la situation des disponibilités alimentaires en Afrique orientale et australe grâce aux informations fournies par des unités nationales et (ii) des installations sous-régionales d'entreposage des céréales concentrées en des points stratégiques pour assurer une livraison rapide de céréales vivrières aux pays souffrant de déficits.

55. Dans la sous-région couverte par la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), le Gouvernement du Danemark a engagé 3,7 millions de dollars E.-U. pour financer des projets régionaux et nationaux d'alerte rapide dans sept des pays membres (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland et Zimbabwe); la phase préparatoire est déjà commencée 1/. Le secrétariat de la SADCC a également entrepris une étude de viabilité en vue de la création, avec le soutien de la CEE, d'une réserve céréalière stratégique pour la sous-région.

56. En avril 1985, la FAO a lancé un projet visant à aider le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC) dans les activités qu'il a entreprises pour renforcer la sécurité alimentaire de ses pays membres. Ce projet a pour but (i) d'aider le Conseil à évaluer la situation de la sécurité alimentaire dans les cinq pays du Pacte andin; (ii) de mettre au point, en collaboration avec des équipes nationales, une approche commune à un système de sécurité alimentaire andin et (iii) de susciter, dans chacun des pays membres, des activités en faveur de la sécurité alimentaire.

#### Mesures au niveau mondial

57. Faits nouveaux concernant l'assistance internationale. Les engagements d'aide publique à l'agriculture ont, pour la première fois au cours des années 80, fortement baissé en 1983. Le total des engagements consacrés à l'agriculture au sens "large" (qui englobe le soutien à l'infrastructure et au développement rural, la fabrication des intrants, les agro-industries, les forêts et la mise en valeur des bassins hydrographiques) est tombé à 11,8 milliards de dollars E.-U. en 1983, contre 12,8 milliards l'année précédente. Environ les deux tiers du total de l'une et l'autre années ont servi à soutenir des activités plus directement en rapport avec la production agricole (au sens "étroit"). Les engagements à des conditions de faveur ont diminué beaucoup plus encore, passant de 8,1 milliards en 1982 à 6,8 milliards de dollars E.-U. en 1983, résultat qui s'explique surtout par une diminution de l'aide bilatérale due à des restrictions budgétaires dans les principaux pays donateurs.

---

1/ Des projets nationaux de mise en place de système d'alerte rapide sont déjà opérationnels dans les deux autres pays membres (Tanzanie et Zambie) et seront coordonnés avec le Système sous-régional d'alerte rapide de la SADCC.

58. On ne dispose pas encore d'informations précises concernant le total de l'aide publique (bilatérale et multilatérale) à l'agriculture en 1984 mais on sait que les engagements multilatéraux en faveur de ce secteur, qui avaient légèrement augmenté en 1983 pour atteindre 64 pour cent de l'APA total, sont tombés en 1984 à leur niveau le plus bas des années 80. La majeure partie de cette diminution (de 7,6 milliards de dollars E.-U. en 1983 à 6,1 milliards de dollars E.-U. en 1984) a touché l'aide non assortie de conditions de faveur. Mais les engagements multilatéraux d'aide fournie à des conditions de faveur ont également baissé en 1984, pour la cinquième année consécutive. En conséquence, l'assistance internationale fournie à des conditions de faveur a perdu 23 pour cent de sa valeur nominale et 9 pour cent de sa valeur réelle depuis 1980. Proportionnellement, les engagements du FIDA ont été durement touchés ce qui s'explique par le fait que, tout au long de 1985, les négociations relatives au second regarnissement du Fonds n'ont pas pu aboutir.

59. Aide alimentaire multilatérale. L'aide alimentaire en céréales acheminée par les voies multilatérales en 1984/85 s'est élevée à 2,0 millions de tonnes. Le gros de l'aide alimentaire multilatérale est distribué par l'intermédiaire du PAM, qui l'utilise à des fins d'investissement, au profit essentiellement du développement agricole et de l'alimentation. Au 31 octobre 1985, les promesses de contributions aux ressources ordinaires du PAM pour la période biennale en cours 1985-86 totalisaient 988 millions de dollars E.-U., contre un objectif de 1 350 millions de dollars E.-U. Environ 90 pour cent des contributions totales fournies en céréales pour la RAIU, qui se sont élevées à quelque 764 500 tonnes en 1985, et la presque totalité des contributions non céréalières à la Réserve ont également été acheminées par l'intermédiaire du PAM.

60. Mécanisme du FMI de financement des achats céréalières. En mai 1985, le Conseil exécutif du FMI a examiné le mécanisme de financement des achats de céréales; il a décidé de le prolonger pendant quatre ans, en prévoyant un nouvel examen en mai 1987. Ce mécanisme, qui fait partie intégrante du programme de financement compensatoire du Fonds applicable aux exportations a pour objet d'aider les pays membres à affronter des augmentations temporaires de leurs dépenses d'importations céréalières. Cinq pays ont effectué en 1984/85 pour 464 millions de DTS d'achats totaux; c'est le montant le plus élevé jamais enregistré depuis la mise en route du mécanisme en mai 1981, puisqu'il représente environ 38 pour cent du total (962 millions de DTS) des achats effectués en quatre ans au moyen de ce mécanisme. Au cours de ces quatre ans, sept pays y ont eu recours 1/.

61. Accord international sur le blé. Le Conseil a examiné, à sa cent troisième session en décembre 1985, le rapport d'un groupe de travail constitué par le Conseil international du blé en décembre 1984 pour examiner les futures activités du Conseil et les possibilités d'améliorer l'Accord existant. Le Conseil a étudié un projet de Convention sur le commerce du blé qui, à quelques modifications près, serait pratiquement identique à la Convention de 1971. La nouvelle Convention serait valable pour une période de cinq ans et, comme la précédente, ne contiendrait aucune clause concernant les prix ou les stocks.

---

1/ Les sept pays qui ont eu recours au mécanisme durant ces quatre ans sont le Malawi (trois achats), la Corée et le Bangladesh (deux achats), le Ghana, la Jordanie, le Kenya et le Maroc (un achat chacun).

62. Un projet de texte relatif à une nouvelle Convention de l'aide alimentaire, également très semblable au texte précédent, a été examiné par le Comité de l'aide alimentaire à sa cinquantième session en décembre 1985. Les projets de ces deux Conventions devraient être définitivement mis au point à l'occasion de réunions spéciales qui se tiendront au début du mois de mars 1986, et être adoptés lors d'une conférence qui sera organisée ensuite.

63. Relations entre le commerce international et la sécurité alimentaire mondiale.

A sa quatre-vingt-quatrième session, le Conseil de la FAO a insisté sur les liens qui existent entre la sécurité alimentaire et le commerce et a demandé au Comité des produits (CP) d'accorder une attention particulière à cette interdépendance, dans l'optique du concept élargi de sécurité alimentaire mondiale. Le CP a examiné la question à sa cinquante-cinquième session (octobre 1985) et a fait rapport au Conseil (doc. CL 88/6 par. 19-28). En quelques mots, pour ce qui concerne les aspects mondiaux des rapports qui existent entre le commerce et la sécurité alimentaire, le CP a noté que, depuis dix ans, le climat commercial mondial et le système financier international ont été marqués par des risques accrus et des incertitudes nouvelles qui ont privé le commerce d'une partie de son attrait en tant que moyen d'améliorer la sécurité alimentaire, notamment pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Parmi les problèmes évoqués, on a cité la faible expansion de nombreux marchés internationaux de produits, la grande instabilité des prix, le renforcement des mesures protectionnistes frappant les produits agricoles et manufacturés, l'instabilité monétaire et les fluctuations des changes, ainsi que le fort endettement.

64. Le CP a reconnu à cet égard que l'accroissement éventuel du rôle du commerce dans le renforcement de la sécurité alimentaire dépendait en grande partie d'une amélioration du contexte économique et commercial international. Il a souligné la nécessité de libéraliser plus largement les échanges et d'améliorer l'accès aux marchés, ainsi que de réduire et/ou d'éliminer les subventions à l'exportation et autres pratiques analogues intéressant les produits agricoles. Le CP a également souligné qu'il fallait améliorer le fonctionnement du système monétaire international pour faciliter l'essor du commerce. Dans son rapport (doc. CL 88/6) au Conseil, le Comité a également passé en revue divers aspects des mesures internationales prises concernant le commerce des produits de base et des interventions visant à régulariser les marchés; il a aussi examiné la question du protectionnisme et de la libéralisation des échanges.